

Le rapport Bianco refuse les changements fondamentaux pourtant nécessaires.

SUD-Rail continue à défendre le service public ferroviaire !

Grignon, Dutheillet de Lamothe, Lepaon/Gevaux, Auxiette, Bianco, les rapports sur le transport ferroviaire se succèdent. Tous ont un point commun : ils ne partent pas des besoins de la collectivité en matière de service public ferroviaire pour déterminer les moyens et l'organisation à mettre en œuvre. Ils ne cherchent qu'à répondre aux revendications des libéraux qui veulent privatiser les profits et collectiviser les pertes, et malheureusement le rapport Bianco s'inscrit dans cette tradition.

- **Le rapport Bianco ne propose pas de réintégrer la gestion de l'infrastructure dans la SNCF, sous forme d'une direction de l'Infra dans un seul EPIC SNCF.** Cette solution, la plus juste en termes d'efficacité organisationnelle, sociale, économique, est compatible avec les actuelles directives européennes qui n'imposent qu'une séparation comptable entre gestionnaire d'infrastructure (GI) et entreprise ferroviaire (EF). L'organisation proposée accentue l'éclatement entre un Gestionnaire d'Infrastructure renforcé et une Entreprise Ferroviaire publique affaiblie.
- **Le rapport Bianco valide la verticalisation de la SNCF** (*organisation par branche/activité, dédicace dogmatique des moyens humains et matériels, rapports marchands entre les services, casse de l'entreprise intégrée*) qui va à l'encontre de la satisfaction des besoins du service public ferroviaire et dégrade les conditions de travail et de vie des cheminots.
- **Le rapport Bianco se satisfait de la fragmentation du système ferroviaire national que va engendrer inévitablement la régionalisation** telle que voulue par les Autorités organisatrices et la direction SNCF. Le projet de loi dit « décentralisation » est également lourd de menaces pour l'avenir du service public ferroviaire.
- **Le rapport Bianco ne résout pas le problème de « la dette » du système ferroviaire public.** Pour SUD-Rail, il s'agit non d'une dette mais du coût pour la collectivité d'un service utile à tous. Elle doit être logiquement considérée comme une dette publique et donc reprise par l'État, progressivement et sur longue période s'il le faut. La seule idée émise dans le rapport est d'accroître encore la productivité (déjà très élevée) des cheminot-es, au mépris de la sécurité !
- **Le rapport Bianco ne garantit pas les mêmes droits sociaux à tous les travailleurs/ses du rail.** Pour SUD-Rail, le statut des cheminot-es ne saurait être remis en cause et la réglementation du travail qui existe dans l'entreprise historique SNCF doit constituer un socle a minima et doit être également améliorée. Nous refusons un « point d'équilibre » entre la réglementation de l'opérateur historique et celle des organisateurs du dumping social (entreprises de transport ferroviaire privées ou sous-traitantes), car ce serait précisément donner droit au dumping social.

Pour conclure, la fédération SUD-Rail souhaite que ce rapport rejoigne les publications précédentes, aux oubliettes de l'histoire ferroviaire. Bien entendu, des constats dressés par Jean-Louis Bianco sont réels, certaines propositions sont de bon sens ; mais les arbitrages gouvernementaux pèsent lourdement et négativement. La logique d'ensemble est dangereuse, et le manque de volonté politique pour assurer un service public ferroviaire dans l'intérêt des cheminot-es et de la population est criant !

La fédération SUD-Rail propose aux autres organisations syndicales, et aux associations d'usagers, de construire le rapport de force obligeant le gouvernement à répondre aux besoins sociaux et à l'intérêt général, ... donc à emprunter une voie autre que celle du rapport Bianco.